

Septembre 2023

Les chiffres



120 000

Dans un rapport publié le 29 août "Opérations d'escroquerie en ligne et trafic d'êtres humains" le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU estime que 120 000 personnes au Myanmar pourraient être contraintes de mener des escroqueries en ligne.

20

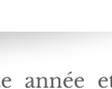
20 ans, c'est la peine de prison infligée à Sai Zaw Thaïke, un photo journaliste birman pour avoir couvert les dégâts du cyclone mocha. Pour rappel, la Birmanie est devenue la deuxième plus grande prison de journalistes, après la Chine.



687

Le recours militaire aux frappes aériennes a considérablement augmenté, selon un rapport du Haut Commissariat aux droits de l'Homme. 687 attaques menées entre le 1er avril 2022 et le 31 juillet 2023, contre 301 entre le 1er février 2021 et le 31 mars 2022.

Brèves



ASEAN : UNE TROÏKA FACE À L'INACTION

Alors que la présidence de l'ASEAN par l'Indonésie prend fin cette année et qu'aucune avancée significative n'ait été faite sur le dossier Birmanie, l'organisation régionale s'est entendue sur un système de Troïka lors de son 43ème sommet, qui permettrait une continuité dans la gestion du dossier birman. Le précédent, l'actuel et prochain président de l'ASEAN devront ensemble travailler sur le dossier birman, bien que le fonctionnement de la troïka n'ait pas été explicité.

Une petite avancée alors que l'ASEAN reste bloquée sur son "5PC - consensus en 5 points" depuis avril 2021, tout en reconnaissant que la junte, signataire, avait failli à l'implémenter. Les discussions du trio, formel et informel, avec toutes les parties prenantes aux conflits birman devront rester inscrites dans les principes du 5PC.

Le "dossier" birman devient de plus en plus embarrassant pour les membres de l'ASEAN, qui ont décidé que la présidence de l'organisation en 2026 qui devait être assurée par la Birmanie sera transmise aux Philippines. Le gouvernement du Timor-Leste, candidat à l'ASEAN est, par ailleurs, de plus en plus vocale sur la question birmane, annonçant son refus d'adhérer à l'organisation si cette dernière n'était pas capable de convaincre la junte de mettre fin au conflit et a officiellement rencontré des ministres du NUG.

CARTE D'IDENTITÉ NUMÉRIQUE ET ÉLECTIONS DE LA HONTE : LA JUNTE CHERCHE L'ASSISTANCE DE LA CHINE POUR SE LÉGITIMER

La junte, en quête de légitimité, a demandé le soutien de la Chine pour implémenter un processus de recensement et de mise en place de carte d'identité électronique. Ce nouveau système faciliterait la répression des dissidents politiques et le contrôle de la population par l'administration birmane. De plus, il s'inscrit comme préalable à la mascarade d'élection que souhaite faire prochainement la junte.

Des élections qui n'en auront que le nom au vu de la répression installée par la junte depuis l'échec de son coup d'Etat de 2021. Elle s'est assurée qu'aucune opposition crédible ne pourrait se présenter en dissolvant plus de 40 partis politiques, en emprisonnant plus de 20 000 prisonniers politiques mais aussi via une nouvelle loi électorale. Cette dernière prévoit l'impossibilité de recours auprès de la commission électorale, une demande de fonds sur des banques d'Etat 100 fois supérieur au précédent montant minimum ou encore de justifier d'au moins 100 000 adhérents trois mois après son inscription.

Ce simulacre de vote, repoussé plusieurs fois du fait de l'incapacité de la junte à contrôler le territoire, n'a aucune crédibilité, ne peut être libre et juste et doit être dénoncé par la communauté internationale comme l'ont déjà fait les Etats-Unis dès 2022: "Nous demandons instamment à la communauté internationale de ne pas accorder de crédibilité aux militaires et à leurs prétendues "élections" et de s'engager au contraire avec les dirigeants pro-démocratiques qui défendent une vision d'une Birmanie inclusive et prospère."

U KYAW MOE TUN, UNE VICTOIRE DIPLOMATIQUE AUX NATIONS UNIES

C'est une victoire diplomatique pour la force pro-démocratique birmane. Le comité d'accréditation des Nations Unies ayant refusé de se réunir, U Kyaw Moe Tun, opposant à la junte militaire reste l'ambassadeur pour la Birmanie à l'ONU. Figure emblématique de l'opposition à la junte, son maintien en poste a fait l'objet d'une campagne très soutenue par la société civile birmane et la diaspora.

Dans une déclaration, le Myanmar Accountability Project s'en est félicité "La décision du comité de neuf membres en faveur du gouvernement d'unité nationale du Myanmar (NUG) est d'autant plus remarquable que la Russie et la Chine, deux proches alliés de la junte, sont membres du comité", tout en appelant d'autres organes des Nations Unies à faire de même, notamment en autorisant le NUG à représenter la Birmanie à la Cour Pénale Internationale.

Néanmoins, le comité peut toujours tenir une session "spéciale" sur la représentation de la Birmanie dans les prochains mois, comme ce fut le cas l'année dernière, en novembre suivie d'une ratification de la décision par l'Assemblée Générale en décembre. Une pétition "Myanmar for U Kyaw Moe Tun & U Kyaw Moe Tun for Myanmar" sur Action Network rassemble déjà plus de 300 000 signataires, n'hésitez pas à la signer vous aussi.

LA JUNTE FACE AUX CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE SES ACTIONS

Entre sanctions étrangères et boycott de ses produits, le cartel militaire mais aussi économique qu'est la junte birmane, se trouve en difficulté. Des témoignages rapportent la vente et l'achat forcé de produits militaires, telle que la Myanmar Beer. Les soldats en armes se rendent dans les bars et supermarchés pour forcer les propriétaires à vendre leurs produits.

Remaniements et arrestations de militaires au placé ont rythmé le mois de septembre avec notamment Moe Myint Tun, 7ème plus haut dirigeant du SAC, démis de ses fonctions de président de la commission d'investissement, du comité de surveillance des changes et du comité central en charge de la fluidité des échanges commerciaux. La banque centrale birmane, sous contrôle militaire, a révoqué les licences de change en monnaies étrangères de 123 entreprises ce mois-ci, leur interdisant de commercer en dollars. Ces dernières n'auraient pas respecté le taux de change factice imposé par la junte de 1\$/2100ks, alors que le taux sur le marché extérieur est de 1\$ pour 3300 à 3500ks.

Par ailleurs, le SAC a ordonné ce mois-ci aux travailleurs birmans hors du pays de transférer mensuellement 25% de leurs revenus, via les banques officielles aux taux de change imposés par la junte, sous peine d'être interdits de voyager pendant 3 ans. Une mesure dont l'application pratique limitée, mais qui montre la quête de devises étrangères de la junte.

LETTRE OUVERTE AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS : UN ENGAGEMENT POSITIF, MAIS BEAUCOUP RESTE À FAIRE

Suite au communiqué conjoint entre la France et le Bangladesh, du 11 septembre 2023, faisant suite à la visite d'Emmanuel Macron, Info Birmanie et 39 organisations de la société civile-OSC publient une lettre ouverte.

Parmi les annonces du président, le soutien annoncé de la France à la requête de la Gambie contre l'Etat birman devant la CIJ-Cour Internationale de Justice pour violation de la Convention de l'Onu sur le génocide dans le cadre de la répression menée à l'encontre de la minorité Rohingya. Une victoire faisant suite à un long plaidoyer d'Info Birmanie et de nombreuses OSC, qui a pourtant trouvé peu d'écho en France. Néanmoins beaucoup reste à faire, pour en savoir plus lisez notre lettre ouverte [ICI](#)

- ACDD - Action committee for Democracy Development
- Ah Nah Podcast - Conversations with Myanmar
- ALTSEAN-Burma
- Association and Myanmar diaspora Group Finland
- ASB - Association Suisse- Birmanie
- Boston Free Burma
- Burma Action Ireland
- BHRN - Burma Human Rights Network
- Burmese Canadian Network
- Burma campaign UK
- BROUK - Burmese Rohingya organization UK
- CHIN Human Rights Organizations
- Citizen of Burma Award-New Zealand
- CRPH & NUG supporters Ireland
- CRPH Funding Ireland
- CRPH Support Group, Norway
- Doh Atu- ensemble pour le Myanmar
- Educational Initiatives Prague
- FIDH - Fédération Internationale pour les Droits Humains
- FLAG - Freedom and Labor Action Group
- GMSR - Global Myanmar Spring Revolution Human Rights Foundation of Monland
- Info Birmanie
- Initiatives for International Dialogue
- IAMS - International Association, Myanmar-Switzerland
- International Campaign for the Rohingya
- KSC - Karen Swedish Community KSC
- Myanmar Action Group Denmark
- Myanmar Campaign Network
- Netherlands-Myanmar Solidarity Platform
- NL Solidarity Myanmar
- NUG and CRPH Supporters Ireland
- Padauk Finland-Myanmar
- Rohingya Action Ireland
- The European Rohingya Council
- U.S. Campaign for Burma
- Unitarian Universalist Service Committee
- US Campaign for Burma
- With Myanmar UK

Reportage



TECK EN STOCK: ENQUÊTE SUR UN BOIS INTERDIT

Arte, Sources, 16 min

BIRMANIE: LES CHINS EN RÉSISTANCE

France 24, Reporters, 15 min

ON THE FRONTLINES OF MYANMAR'S CIVIL WAR

NHK World Prime, 49 min, uniquement en anglais

Podcast



RETOUR DE BIRMANIE

Radio France, Cultures monde, 58 min

BIRMANIE : TIRER SUR DES SOLDATS DANS UN JEU VIDÉO FINANCE LA RÉSISTANCE RÉELLE À LA JUNTE

Radio France, La revue de presse internationale, 5 min

L'image du mois



RUSSIE ET BIRMANIE, MAIN DANS LA MAIN

Le général Maung Maung Aye avec l'amiral Viktor Liina, commandant de la flotte russe du Pacifique, lors de l'exercice de terrain lutte contre le terrorisme de la cadre de l'ASEAN Defence Ministers Meeting Plus. Cette formation à eu lieu en Russie entre le 25 et le 30 septembre, affichant une fois de plus la complicité de l'ASEAN avec la junte et le soutien russe qui lui est indispensable.

Crédit : <https://rg.ru/>

